



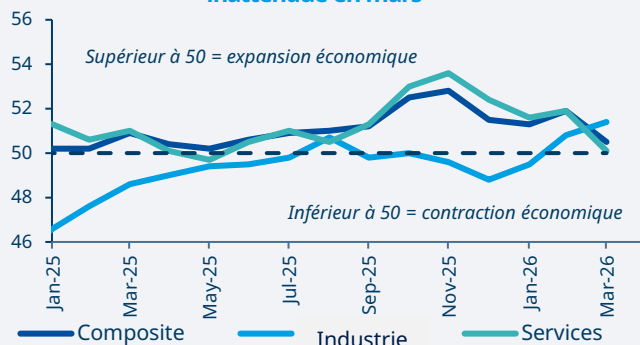
Le conflit au Moyen-Orient pèse sur le sentiment des investisseurs

L'enquête des directeurs d'achat (PMI) de la zone euro pour mars a reculé par rapport au mois précédent, indiquant que les entreprises s'inquiètent du conflit au Moyen-Orient.

L'indice PMI composite s'est maintenu au-dessus du seuil de 50, indiquant une expansion économique, mais il enregistre son plus bas niveau depuis dix mois.

Des niveaux élevés d'épargne des ménages, combinés à de nouvelles mesures politiques, devraient contribuer à amortir l'impact économique en Europe.

Le PMI composite de la zone euro recule de manière inattendue en mars



Source : Amundi Investment Institute, Bloomberg au 27 mars 2026

L'indice PMI composite préliminaire de la zone euro s'élève à 50,5 et indique un ralentissement de l'activité économique en mars. Bien qu'il se maintienne au-dessus du seuil de 50, il enregistre de son plus bas niveau depuis mai 2025. Plus précisément, le secteur industriel a augmenté, tandis que celui des services a reculé par rapport au niveau de février. Nous pensons que les entreprises prennent en compte certains des risques liés au conflit au Moyen-Orient : hausse de l'inflation, perturbations de l'approvisionnement énergétique et inquiétudes concernant la croissance.

Nous pensons que la crise est susceptible d'exercer des pressions stagflationnistes sur l'économie en raison de la hausse des prix de l'énergie. Si les prix du pétrole et du gaz restent élevés pendant une période prolongée, l'inflation pourrait toucher d'autres secteurs de l'économie. Cela compliquerait la tâche de la Banque centrale européenne (BCE), qui devra concilier les pressions inflationnistes et une reprise économique naissante. Nous nous attendons à ce que la BCE marque une pause à court terme avant de prendre de nouvelles décisions de politique monétaire.

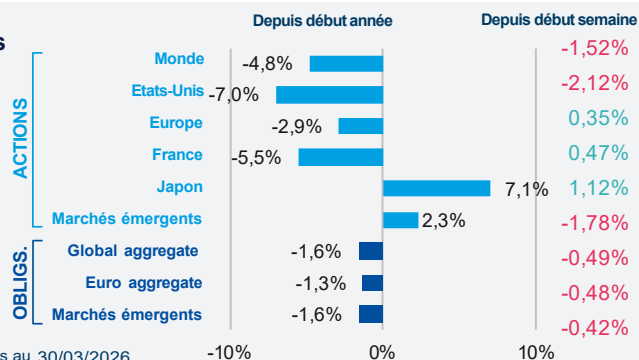


Cette semaine en un clin d'œil

Les actions mondiales, à l'exception du Japon, se sont dirigées vers de nouvelles pertes hebdomadaires, les investisseurs s'inquiétant de plus en plus d'une guerre prolongée au Moyen-Orient. Les marchés obligataires mondiaux ont rebondi en début de semaine, portés par la perspective de négociations entre les États-Unis et l'Iran, avant une remontée des rendements à la suite de nouvelles menaces. Les cours du pétrole ont baissé pendant la semaine.

Marchés d'actions et obligataires

Performance de la classe d'actifs depuis le début de l'année et de la semaine à ce jour



Source : Bloomberg, données au 30/03/2026

Veuillez vous reporter à la dernière page pour plus d'informations sur les indices. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Rendements des obligations d'Etat

Rendements des obligations d'Etat à 2 et 10 ans et variation sur 1 semaine

		2 ans		10 ans	
	Etats-Unis	3,91	▲	4,43	▲
	Allemagne	2,67	▲	3,09	▲
	France	2,87	▲	3,83	▲
	Italie	2,97	▲	4,05	▲
	Royaume-Uni	4,48	▼	4,97	▼
	Japon	1,38	▲	2,38	▲

Source : Bloomberg, données au 30/03/2026

Veuillez vous reporter à la dernière page pour plus d'informations sur les indices. La tendance représentée correspond aux variations sur une semaine. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Matières premières, taux de change et taux à court terme

Or USD/oz	Pétrole brut USD/baril	EUR/USD	USD/JPY	GBP/USD	USD/RMB	Euribor 3M	Dov Trésor 3M
4494,09	99,64	1,1509	160,31	1,3259	6,9112	2,13	3,69
+0,0%	+1,3%	-0,5%	+0,7%	-0,6%	+0,1%		

Source : Bloomberg, données au 30/03/2026

Les tendances reflètent l'évolution sur une semaine. Veuillez consulter la dernière page pour plus d'informations sur les indices. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Focus macroéconomique

Amérique



Des signes contradictoires sur le marché du travail américain

Les données récentes sur les demandes initiales d'allocations chômage font état d'une légère hausse, tandis que le nombre de personnes toujours indemnisées a baissé, suggérant que moins de personnes restent au chômage dans la durée. Ces deux indicateurs sont nettement inférieurs à ceux de 2025, ce qui suggère que les licenciements restent limités à l'échelle nationale ou concentrés dans quelques secteurs. Alors qu'il y a peu d'embauches et de licenciements, la réduction des mouvements sur le marché du travail devrait contribuer à ralentir la hausse des salaires et à limiter les effets de second tour de la crise des prix de l'énergie.

Europe



Inquiétudes liées aux prix dans l'UE

En mars, les enquêtes menées en Allemagne ont révélé des anticipations de hausse des prix (en particulier dans le secteur manufacturier) et un ralentissement des attentes des consommateurs. En France, elles ont indiqué un climat des affaires stable, mais une baisse de la confiance des consommateurs et des prévisions de hausse des prix. En Italie, les enquêtes ont montré un climat des affaires stable, mais des prévisions de hausse des prix dans le secteur industriel et de la distribution, ainsi qu'une baisse marquée de la confiance des consommateurs. Les signes d'une intensification des pressions sur les prix du côté des consommateurs et un climat des affaires contrasté compliquent la tâche de la BCE.

Asie



Augmentation du salaire de base au Japon

La première série de négociations salariales au Japon a abouti à une hausse du salaire de base de 3,85 % en glissement annuel, les données pour les petites et moyennes entreprises affichant une hausse de 3,54 %. Le résultat final devrait s'établir autour de 3,7 %. Avec un salaire de base supérieur à 3,5 %, les salaires nominaux totaux devraient augmenter d'environ 2,5 à 3 % au cours de l'année fiscale 2026, ce qui devrait entraîner une hausse du salaire réel, compte tenu d'une inflation à 2,4 %. Les tensions au Moyen-Orient et la hausse des prix du pétrole pourraient compliquer la reprise.

NOTES

Toutes les informations contenues dans ce document proviennent de l'Amundi Investment Institute ou de sources qu'ils considèrent comme fiables.

Page 2

Marchés d'actions et obligataires (graphique)

Source : Bloomberg. Les données sont composées des indices suivants : Actions monde = MSCI AC World Index (USD); Actions américaines = S&P 500 (USD); actions européennes = Europe Stoxx 600 (EUR), actions françaises = CAC 40 (EUR); actions japonaises = TOPIX (YEN); actions marchés émergents = MSCI emerging (USD); Obligations global aggregate = Bloomberg Global Aggregate (USD); obligations euro aggregate = Bloomberg Euro Aggregate (EUR); Obligations marchés émergents = JPM EMBI Global diversified (EUR). Tous les indices sont calculés sur la base du prix spot et sont bruts de frais et d'imposition.

Rendements des obligations d'Etat (tableau), des matières premières, des taux de change et des taux à court terme

Source : Bloomberg, données au 27/03/2026

* La diversification ne garantit pas un profit et ne protège pas contre les pertes.

GLOSSAIRE :

Indice PMI (Purchasing Managers' Index) : indice issu d'enquêtes auprès des responsables des achats qui mesure l'état de l'activité économique (production, nouvelles commandes, emploi, prix...).

Stagflation : situation où l'inflation est élevée alors que la croissance est faible.

Effets de second tour : désignent la manière dont une hausse des prix initiale (par ex. de l'énergie) entraîne ensuite une hausse des prix dans d'autres secteurs, amplifiant l'inflation.

INFORMATIONS IMPORTANTES

Investir comporte des risques de perte en capital. Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. Notamment cette publication ne s'adresse pas aux US persons telle que cette expression est définie dans le US Securities Act de 1933. Les données et informations figurant dans cette publication sont fournies à titre d'information uniquement. Aucune information contenue dans cette publication ne constitue une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Les informations contenues dans cette publication sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données de marché constatées à un moment précis et sont susceptibles d'évolution.

Les prévisions, évaluations et analyses ne doivent pas être regardées comme des faits avérés et ne sauraient être considérées comme des prédictions exactes des événements futurs.

Les informations de MSCI ne peuvent être utilisées qu'à des fins internes, ne peuvent être reproduites ou rediffusées sous quelque forme que ce soit et ne peuvent servir de base ou de composante à des instruments ou produits financiers ou à des indices. Aucune des informations de MSCI n'est destinée à constituer un conseil en investissement ou une recommandation de prendre (ou de s'abstenir de prendre) une quelconque décision d'investissement et ne peut être considérée comme telle. Les données et analyses historiques ne doivent pas être considérées comme une indication ou une garantie d'une analyse, d'une prévision ou d'une prédiction de performance future. Les informations de MSCI sont fournies « en l'état » et l'utilisateur de ces informations assume l'intégralité des risques liés à l'utilisation de ces informations. MSCI, chacune de ses sociétés affiliées et toute autre personne impliquée ou liée à la compilation, au calcul ou à la création des informations MSCI (collectivement, les « parties MSCI ») déclinent expressément toute garantie (y compris, sans s'y limiter, toute garantie d'originalité, d'exactitude, d'exhaustivité, d'actualité, d'absence de contrefaçon, de qualité marchande et d'adéquation à un usage particulier) en ce qui concerne ces informations. Sans limiter la portée de ce qui précède, aucune des parties de MSCI ne peut être tenue responsable des dommages directs, indirects, spéciaux, accessoires, punitifs, consécutifs (y compris, mais sans s'y limiter, la perte de bénéfices) ou de tout autre dommage. (www.msclbarra.com).

Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Édité par Amundi Asset Management - Société par actions simplifiée au capital de 1 143 615 555 euros - Siège social : 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 04000036 - 437 574 452 RCS Paris.

Date de première utilisation : 30 mars 2026.

Photo credit: ©iStock/Getty Images Plus